

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

B
4362 B

Réseau *Direction Générale*

(Service _____)

18 Janv. 1939

OBJET DE LA CONSULTATION

*Sortie de l'Admission à une
convention collusive.*

Références :

Observations :

D^{er}

N° *4362 B*

; Aff. :

URGENT

C O P I E.

S.N.C.F.

Le 4 Janvier 1939.

Le Directeur Général.

Copie adressée à Monsieur le Chef du Service du Contentieux
en le priant de bien vouloir me faire connaître son
sentiment.

Paris, le 11 JANV 1939
Le Directeur du Service Central du Personnel,

Pour le Directeur du Service Central du Personnel
Le Chef de la Division
de l'Administration du Personnel

C* 12 JAN 39

Monsieur BARTH,

Je vois dans les journaux que la Cour Supérieure
d'Arbitrage a pris une décision d'après laquelle le fait,
pour un Syndicat, d'adhérer à une Convention Collective,
ne lui donnait pas tous les droits d'un signataire de
cette Convention.

Vous vous rappelez que la question avait déjà été
examinée, il y a quelques mois, et que M. AURENGE avait,
au contraire, conclu que l'adhésion donnait à l'adhérent
tous les droits du signataire et qu'en particulier l'agrément
de l'adhérent était indispensable pour modifier la
Convention.

Voudriez-vous revoir la question avec M. AURENGE
à la lumière de cette décision de la Cour Supérieure d'Arbitrage.

Le Directeur Général,

signé: LE BESNERAIS.

18 Janvier 1939

A.G.^B

Monsieur le Directeur
du Service Central du Personnel

Vous avez bien voulu me communiquer le 11 Janvier, une note de M. le Directeur Général, signalant que, contrairement à ce que mon Service avait soutenu, la Cour Supérieure d'Arbitrage aurait décidé que l'adhésion d'un syndicat à une Convention collective ne lui donnait pas tous les droits d'un signataire de cette Convention.

J'ai recherché les sentences rendues en cette matière, soit par les surarbitres, soit par la Cour Supérieure d'Arbitrage. Je n'en ai trouvé que deux :

1^{re} - une décision surarbitrale du 28 Juin 1938, de M. CODEON, dans un différend entre la Chambre Syndicale des Fabricants de papier gommé et le Syndicat général du papier carton de la Région parisienne,

2^{re} - une décision de la Cour Supérieure du 24 Octobre 1938 dans une affaire C^{ie} des Docks et Entrepôts de Marseille.

Or ces décisions concluent exactement dans le sens des avis que j'ai précédemment donnés sur la portée de l'adhésion.

Dans ma note générale du 30 Avril 1937 j'ai en effet précisé :

"L'adhésion entraîne acceptation globale, sans restrictions ni réserves, de toutes les stipulations du contrat et si des clauses ne prévoient, pour certaines mesures, qu'une intervention des parties qui ont passé le contrat, les adhérents sont réputés avoir fait leurs ces clauses et sont, par suite, représentés par les personnes ou organisations désignées conformément au texte. L'adhésion comporte donc l'acceptation dans ce cas d'un véritable mandat donné aux personnes ou groupements désignés dans la convention, sans qu'il soit possible à l'adhérent de refuser son agrément à ce mandat. L'adhésion est une acceptation sans modification ni réserves du contrat tel qu'il a été arrêté entre parties signataires. Il ne peut pas y avoir d'adhésion partielle.

"Ainsi, lorsque, dans une convention collective passée avec un organisme syndical, il est prévu que les instructions ou ordres de service lui seront communiqués par chaque Réseau, que les résultats des élections des délégués seront portés à sa connaissance, que des agents pourront être détachés sur sa demande pour l'exercice de fonctions syndicales, etc ..., tout adhérent au contrat -

"du fait même de son adhésion - accepte que la communication des instructions soit faite à l'organisme signataire seul, que celui-ci ait seul le droit de demander le détachement d'agents pour l'exercice de fonctions syndicales etc ... "

Le même avis avait été confirmé par mes notes du 16 Novembre 1937 à M. DOUDRICH et d'Avril 1938 à M. le Directeur Général (réclamation du Syndicat du Rail).

La Cour Supérieure d'Arbitrage dans son arrêt du 24 Octobre 1938 a entièrement adopté cette thèse. Elle a dit notamment "que si l'adhésion donnée à la Convention collective après la conclusion de la Convention et unilatéralement, par un syndicat du personnel dans les conditions de l'article 31 j livre I du Code du Travail, modifié par la loi du 24 Juin 1936, a eu pour effet de rendre applicables, aux membres de ce syndicat les dispositions de la Convention déterminant les droits et obligations des employeurs et des salariés, elle n'a pu, en l'absence de clauses expresses en ce sens dans la Convention, étendre audit syndicat les dispositions relatives aux droits et obligations des parties signataires elles-mêmes, à l'organisation de leur rapport et notamment au contrôle des élections des délégués ... qu'ainsi c'est par une exacte application de la loi que le surarbitre a réservé au syndicat du personnel signataire de la Convention le droit

d'assurer ce contrôle concurremment avec la Société (Patronale)."

Par "parties signataires" la Cour entendait désigner les syndicats qui avaient conclu la Convention collective et qui obtenaient nommément certains droits, notamment pour le contrôle des élections de délégués. Elle estimait donc, comme nous l'avons soutenu, que le syndicat adhérent à une convention collective, doit l'accepter telle qu'elle est stipulée et reconnaît par le fait même de son adhésion le droit accordé intuitu personae à un signataire expressément désigné.

Dans ce cas, avons-nous dit, l'adhésion comporte un véritable mandat donné à tel signataire déterminé auquel la Convention collective accorde par exemple certains droits de représentation ou de contrôle.

La sentence surarbitrale du 28 Juin 1936 n'est pas en contradiction avec la décision de la Cour Supérieure. Dans l'espèce qui lui était soumise, la Convention collective stipulait : "la Commission mixte chargée de régler les différents survenant entre les parties dans le cas de réclamations collectives, est composée des signataires de la Convention". Aucun signataire n'était donc nommément désigné. Le surarbitre en a conclu justement que les adhérents, étant des signataires au même titre que ceux qui ont conclu la convention collective, devaient

figurer dans la commission mixte.

Ainsi que je l'exposais dans ma note du 30 Avril 1937, l'adhésion d'un groupement à un contrat collectif le rend de plein droit partie à la convention au même titre que les contractants originaires. Il en devient donc lui-même signataire et participe à tous droits accordés par la convention aux signataires en général, lorsque celle-ci ne réserve pas expressément ces droits à certains d'entre eux.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurange

AG^B

N O T E

pour Monsieur le Directeur Général

Monsieur le Directeur Général a bien voulu me communiquer comme suite à ma note ci-jointe du 18 janvier une coupure du journal "Le Populaire" rendant compte d'une décision de la Cour Supérieure d'Arbitrage dans une instance Syndicat Général du papier carton c/ Chambre syndicale des fabricants de papier gommé, au sujet de la portée de l'adhésion à une Convention collective.

Cette décision parue dans une annexe du Journal Officiel du 6 janvier 1939 sous le N° 410 a été rendue le 26 octobre 1938 et elle est en tout point conforme à celle du 24 octobre 1938 (C^{ie} des Docks et entrepôts de Marseille) citée dans ma note.

En l'espèce il s'agissait d'une convention

collective qui prévoyait dans son article 27 au cas de désaccord des parties, la constitution d'une Commission mixte composée "des signataires du présent contrat ou de leurs remplaçants dûment mandatés", ce que n'indiquait pas la sentence surarbitrale qui paraissait reconnaître un caractère très général à cette disposition comme si elle se fût appliquée à tous les signataires et non aux signataires primitifs seulement.

Reprenant exactement la même formule que dans l'arrêt du 24 octobre, la Cour a estimé qu'on ne pouvait étendre à un syndicat adhérent les dispositions relatives aux droits et obligations des parties signataires elles-mêmes. Et il est bien précisé qu'il s'agit de droits et obligations réservés par la Convention aux signataires primitifs ou à leurs remplaçants mandatés.

Comme dans l'arrêt du 24 octobre, il s'agit donc d'un droit que la Cour estime strictement réservé par la Convention à certaines personnes déterminées: les signataires primitifs et que ne peuvent revendiquer les syndicats adhérents. Dans ce cas en effet, ceux-ci, en adhérant à la convention, acceptent par le fait même que seuls les syndicats primitifs jouissent de ce droit qui est nommément réservé à ces derniers.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Cour Supérieure d'Arbitrage

24 octobre 1938

(C^{ie} des Dock. et Entrepôts de Marseille)

Considérant que la question soumise à notre appréciation est celle de savoir quelle interprétation il convient de donner au terme "signataires" figurant à l'article 27 de la convention collective du 10 Novembre 1936, qui spécifie que "la commission mixte chargée de régler les différends survenant entre les parties dans le cas de réclamations collectives est composée des "signataires" de ladite convention;

Considérant que les conventions collectives n'échappent pas aux règles qui régissent les contrats de droit commun et doivent, comme ceux-ci, s'interpréter de bonne foi;

Considérant que, pour soutenir que la commission mixte est "composée des personnalités désignées en tête de la convention collective ou de leurs remplaçants régulièrement mandatés, à l'exclusion de toute autre personne", le Syndicat général du papier-carton est obligé d'ajouter au texte de l'article 27, qui n'a pas stipulé d'exclusive contre les groupements ayant adhéré à la convention collective postérieure au 10 Novembre 1936;

Considérant que, par application de l'article 31 J et K du livre II du Code du travail, l'adhésion d'un Syndicat à une convention déjà existante a pour effet, en faisant entrer ce syndicat dans les liens de ladite convention, de lui imposer les mêmes obligations qu'aux premiers contractants, mais aussi de lui assurer les mêmes avantages;

Que, parmi ceux-ci, figure, au premier chef, la faculté prévue à l'article 20, pour le syndicat ouvrier de discuter, avec la partie patronale, de l'ajustement périodique des salaires;

Que refuser ce droit au syndicat, nouvel adhérent, conduirait à admettre contre toute logique et toute équité que, dans un même contrat, il peut exister deux espèces de parties ayant des droits inégaux, bien que supportant des obligations identiques;

Qu'une telle solution irait à l'encontre des règles admises en matière contractuelle et du but poursuivi par le législateur, qui a voulu, en vue de faciliter les rapports entre patrons et ouvriers, que les conventions collectives soient ouvertes au plus grand nombre possible d'adhérents, en leur assurant une égalité de droits et de devoirs.

(Gaz. du Travail 22 Dec. 1938)

*Sentence surarbitrale de M^r Cadron,
Conseiller à la Cour à Paris - 28 Juin 1938*

En ce qui concerne le contrôle des opérations électorales effectuées en vue de désigner les délégués du personnel aux diverses commissions prévues par le statut;

Considérant qu'en vertu de l'article 11 de la convention collective, il est procédé à l'élection des délégués du personnel aux diverses commissions instituées par ladite convention "sous le contrôle de la Compagnie et du Syndicat"; que si l'adhésion donnée à la convention collective après la conclusion de ladite convention et unilatéralement, par un syndicat du personnel, dans les conditions de l'article 31 J, livre 1^{er} C. trav. modifié par la loi du 24 Juin 1936, a eu pour effet de rendre applicables aux membres de ce syndicat les dispositions de la convention déterminant les droits et obligations des employeurs et des salariés, elle n'a pu, en l'absence de clauses expresses en ce sens dans la convention, étendre audit syndicat les dispositions relatives aux droits et obligations des parties signataires elles-mêmes, à l'organisation de leurs rapports, et, notamment, au contrôle des élections des délégués du personnel institué par l'article 11 précité; qu'ainsi, c'est par une exacte application de la loi que le surarbitre a réservé au syndicat du personnel, signataire de la convention, le droit d'assurer ce contrôle concurremment avec la Société.

Décide : La requête est rejetée.

ARRET de la COUR SUPERIEURE d'ARBITRAGE
du 26 octobre 1938

SYNDICAT GENERAL DU PAPIER CARTON ET PARTIES
SIMILAIRES

La Cour supérieure d'arbitrage,

Vu la requête et le mémoire présentés par le syndicat général du papier carton et parties similaires, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat de la cour supérieure d'arbitrage les 29 juin et le 4 juillet 1938 et tendant à ce qu'il plaise à la cour annuler une sentence en date du 24 juin 1938 par laquelle le surarbitre a statué sur le différend survenu entre le syndicat requérant et la chambre syndicale des fabricants de papier gommé ;

Ce faire, attendu que le surarbitre était saisi uniquement de l'interprétation en fait de l'article 27 de la convention collective du 10 novembre 1936 et qu'il a excédé ses pouvoirs en statuant d'une manière générale sur les droits respectifs des signataires primitifs d'une convention collective et des groupements qui y adhèrent ultérieurement de façon unilatérale, en application de l'article 31 j du Livre 1^{er} du Code du travail ; que sa décision a pour effet d'introduire dans la commission mixte chargée de résoudre les différends collectifs des éléments insuffisamment indépendants ; qu'elle dénature l'intention des parties qui n'avaient prévu d'autres membres de la commission mixte que les signataires primitifs de la convention.

.....

Considérant qu'aux termes de l'article 27 de la convention collective du 10 novembre 1936, dans le cas où les parties intéressées ne parviendraient pas à se mettre d'accord, elles porteraient le différend devant une commission mixte composée des signataires du présent contrat ou de leurs remplaçants dûment mandatés ; que si l'adhésion donnée à la convention collective après la conclusion de ladite convention, et unilatéralement par un syndicat du personnel, dans les conditions de l'article 31 j du Livre 1^{er} du travail a eu pour effet de rendre applicables aux membres de ce syndicat les dispositions de la convention déterminant les droits et obligations des employeurs et des salariés, elle n'a pu, en l'absence de clauses expresses en ce sens dans la convention, étendre audit syndicat les dispositions relatives aux droits et obligations

des parties signataires elles-mêmes, à l'organisation de leurs rapports et notamment à la solution des différends collectifs de travail survenant entre elles ; qu'ainsi, c'est par une inexacte application de la loi que le surarbitre a décidé que la commission mixte prévue à l'article 27 de la convention collective du 10 novembre 1936 devait être composée des membres des syndicats patronaux et des syndicats ouvriers, un de leurs représentants dûment mandaté, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les signataires de la convention et les adhérents postérieurs ; qu'il y a lieu dès lors d'annuler la sentence attaquée, sans qu'il soit besoin de renvoyer l'affaire devant un nouveau surarbitre, rien ne restant à juger.

Décide :

Annule.....

(J.O. Décisions de la Cour supérieure
d'arbitrage, 1^{er} octobre-30 octobre 1938
page 25)
